

Adieu le politiquement correct

Jusqu'il y a peu, on pensait que les discours stigmatisants étaient l'apanage des partis d'extrême-droite. Depuis quelques années pourtant, nombreux sont les hommes et femmes politiques qui surfent sur les peurs des citoyens pour engranger des voix... et parfois pour faire passer des mesures peu respectueuses des principes de non-discrimination.



© Tristan Locus www.ouvrnonslesyeux.be

Nos démocraties européennes aiment mettre la lutte contre les discriminations à l'avant-plan du discours politique. On se plaint en effet à considérer nos espaces de vie comme des sociétés de droit, d'égalité et de justice. Nos gouvernements mettent en place des dispositifs de lutte contre le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le sexisme... Pourtant, d'un autre côté, une série de mesures réellement discriminatoires voient le jour et sont communément acceptées par une grande partie de la population. Certaines restent à l'état d'ébauche ou font tellement de bruit qu'elles ne sont jamais appliquées, d'autres pourtant sont appliquées sans choquer outre mesure. C'est par exemple le cas du contrôle des consommations de gaz et d'électricité chez les bénéficiaires d'allocations de chômage...

Mais comment une société en arrive-t-elle donc à avaliser des décisions politiques stigmatisantes et discriminatoires sans susciter davantage d'indignation ?

Un discours politique décomplexé

Si l'on pouvait aisément taxer l'ère du politiquement correct d'hypocrite et de lâche, il semble bien qu'aujourd'hui, les représentants politiques aient de moins en moins de scrupules à se laisser aller à des confidences truffées de préjugés et de stéréotypes. C'est particulièrement le cas en France, où les petites phrases assassines à l'encontre des musulmans, des Roms ou des homosexuels déclenchent presque chaque semaine de nouvelles tempêtes médiatiques. Et comme la France est particulièrement proche de nous et influence souvent nos comportements, le cas ne peut que nous intéresser...

En novembre 2013, le journal français *Libération*

recensait une série de déclarations xénophobes des responsables politiques élus. On se souvient de Jacques Chirac qui, en 1991, lançait son indignation face au bruit et à l'odeur des immigrés. On se souvient aussi de Nicolas Sarkozy préconisant, en 2005, la méthode du Karcher pour nettoyer les banlieues. En 2012, c'est Jean-François Copé de l'UMP qui craint pour les enfants de ses compatriotes, risquant quotidiennement de se faire arracher leur pain au chocolat par des voyous qui leur expliquent qu'on ne mange pas pendant le ramadan. Plus récemment, en 2013, Manuel Valls alors ministre de l'Intérieur, déclarait que les populations roms ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation avec les populations locales. ⁽¹⁾

La recrudescence des préjugés et des stéréotypes dans les discours politiques inquiète aussi chez nous. C'est bien entendu le plus souvent les propos de Bart de Wever qui choquent et sont relayés par la presse. Cela a été le cas lors des mots très durs qu'il a prononcés envers la communauté berbère d'Anvers au printemps de cette année. Interrogé sur les problèmes de discriminations rencontrés par les citoyens d'origine étrangère, il rétorque : *Je ne vais jamais nier que cela existe, et nous devons lutter contre ça. Mais il y a d'autres problèmes en cause. Je n'ai par exemple jamais vu un migrant d'origine asiatique se plaindre de discrimination au travail ; cette communauté n'est pas non plus fort représentée dans les statistiques de criminalité. En revanche, nous avons énormément de difficultés à organiser la mobilité sociale dans la communauté berbère d'Anvers, qui représente 80 % de la communauté marocaine de la ville. C'est une communauté très fermée, qui éprouve une grande méfiance*



© Equipes Populaires

envers l'autorité, au sein de laquelle l'islam est très peu organisé, et qui est très sensible aux thèses salafistes, à la radicalisation. ⁽²⁾

Un climat de méfiance largement entretenu

Les exemples repris ici ont bien entendu un côté excessif immédiatement décelable. Ils choquent de nombreux citoyens, qui les condamnent fermement. Mais ils contribuent néanmoins à la montée d'un climat d'intolérance et à une forme de justification de celui-ci : puisque les élus ne se privent pas de lâcher leur venin, pourquoi le citoyen lambda devrait-il se contenir ?

Le politologue français Philippe Marlière constate que *la parole raciste varie en fonction de deux facteurs principaux : la situation économique et le discours public à l'endroit des minorités. En période de crise économique, l'intolérance s'accroît et les minorités deviennent souvent le bouc émissaire de problèmes dont ils ne sont aucunement responsables. La population est également influencée par le discours des médias et du personnel politique sur les minorités. En d'autres termes, ce ne sont pas tant les actes qui créent le racisme, mais la façon dont les « faiseurs d'opinion » en parlent.* ⁽³⁾ Médias et politiques ont donc une responsabilité dans la diffusion de stéréotypes négatifs ou, au contraire, dans la promotion d'une société plurielle et ouverte.

De manière plus insidieuse, et plus dangereuse sans doute, de nombreuses petites phrases et sous-entendus visent des personnes et des communautés de manière très ciblée. Dans le champ socio-économique, les débats concernant les chômeurs ont par exemple été nombreux

ces dernières années et les allégations de fraude, de faiblesse, de recherche du profit, de contournement des règles ont fusé de tous les bancs de la classe politique. A un point tel que le terme « chômeur » renvoie aujourd'hui automatiquement à « profiteuse » dans la tête d'une majorité de la population. Des mécanismes de stigmatisation qu'il est difficile de démonter, même avec les arguments les plus pertinents...

Quand les paroles se traduisent en actes

Malheureusement, les préjugés et stéréotypes, qui sont des faits de pensée et de langage, laissent parfois la place à des actes de discrimination. Cela peut être le fait d'individus, par exemple un propriétaire qui refuse de louer son logement à un étranger ou à un allocataire social. Cela peut être le fait d'une entreprise privée, par exemple un employeur qui refuse d'engager une femme. Mais cela peut également être le fait d'un service public, d'une autorité locale ou régionale, d'un gouvernement... Et là, c'est d'autant plus grave que le signal envoyé à la population est fort : discriminer est légitime.

On a vu dans ce sens des cas extrêmes, comme la construction d'un mur anti-Roms à la périphérie de Mouscron ou l'élévation de parois pour éviter que des sans-abri ne s'installent sous une passerelle à Liège. On a également vu un bourgmestre socialiste flamand envoyer des décibels à l'aide d'une sono géante pour faire déguerpir d'un terrain vague des gens du voyage non désirés... Des gestes symboliquement forts et extrêmement violents qui s'appuient sur un climat de peur, sans chercher à explorer d'autres pistes de médiation.



➤ D'autres mesures, qui peuvent paraître en apparence plus neutres, sont en réalité très discriminantes pour certaines catégories de la population. On ne se rend par exemple presque plus compte à quel point les politiques socio-économiques dans leur ensemble sont imprégnées par un sexisme ambiant. C'est ce qu'Hafida Bachir, Présidente de Vie Féminine, nous explique dans l'interview qu'elle nous a accordée pour ce numéro de *Contrastes* (voir en pages 9 à 12). Elle nous parle notamment des politiques concernant les temps partiels : *on fait d'abord miroiter aux femmes que leurs droits vont être préservés. On les cantonne dans du temps partiel en leur garantissant un complément chômage. Puis on détricote : on conditionne ou enlève ce temps partiel...* Et les exemples en ce qui concerne les femmes sont encore nombreux. L'interdiction du port de signes religieux dans les services publics touche avant tout les femmes musulmanes, qui voient dès lors les possibilités d'emploi se réduire considérablement. Le statut de cohabitant instauré dans le cadre des allocations de chômage les touche également en premier lieu et les rend dépendantes d'un conjoint ou d'un parent.

Mais les stéréotypes véhiculés par la classe politique peuvent aussi être largement positifs sur d'autres franges de la population et impliquer des types de politiques beaucoup plus favorables pour celles-ci. Il est par exemple communément admis que les détenteurs de grosses fortunes sont des gens bien et respectueux sous tous rapports, qu'ils contribuent à la relance économique et créent de l'emploi, qu'ils investissent dans nos régions pour le bien de tous... Des idées toutes faites difficiles à démonter, même avec des arguments qui se basent sur les chiffres de l'évasion fiscale, des avantages octroyés par les intérêts notionnels, des

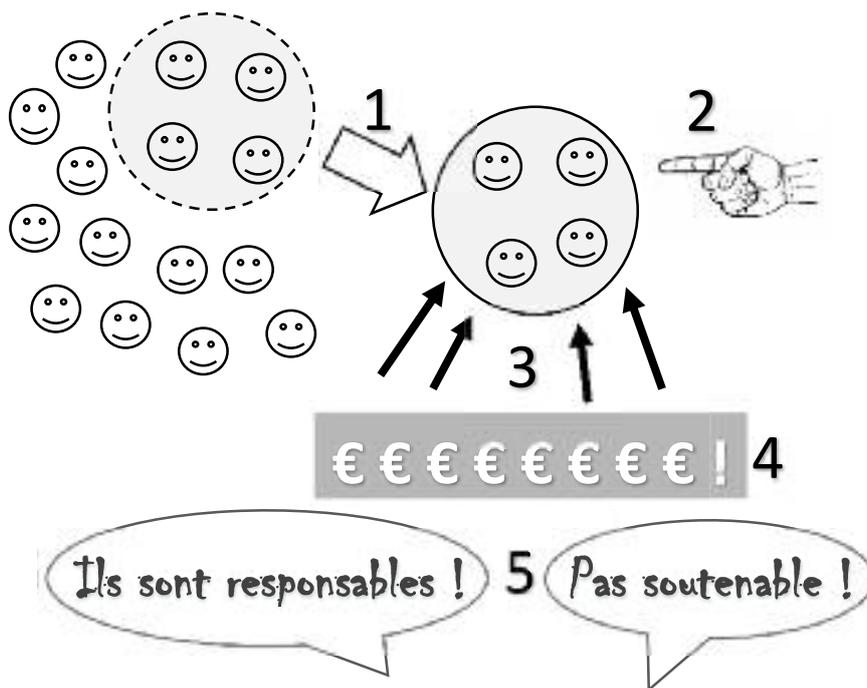
délocalisations d'entreprises, des licenciements collectifs... A un point tel qu'aucune mesure - ou presque - n'est prise pour lutter contre ces pratiques. C'est donc parfois la non-intervention qui crée la discrimination...

Des procédés qui ne disent pas leur nom

Il est évident qu'un gouvernement, un représentant politique, un élu communal n'avouera jamais que la décision qu'il prend fait suite à la pression des préjugés, qu'ils soient les siens ou ceux portés par ses concitoyens. La loi condamne en effet toute forme de racisme, de xénophobie, d'homophobie, de sexisme ou d'incitation à la haine. On ne dit donc pas qu'on contrôle les chômeurs parce qu'ils sont fainéants, mais l'on se sert d'arguments économiques et l'on invoque des principes d'universalité : « tout qui reçoit de l'argent de l'Etat doit rendre des comptes... ». On fait donc croire que les mesures de contrôle et d'activation qui touchent les chômeurs n'ont rien d'exceptionnel par rapport aux contrôles que subissent les autres citoyens...

Pourtant, les mécanismes d'exclusion qui s'appuient sur des préjugés et des stéréotypes sont une constante dans l'histoire de nos sociétés. Pour Luca Ciccia⁽⁴⁾, c'est le même schéma qui se répète de manière cyclique. Un groupe d'individus est isolé par la majorité de la population (les politiques, les médias et le système éducatif jouant un rôle important dans la diffusion de ces stéréotypes). La diversité de ce groupe est réduite à une seule identité, que l'on connote négativement. La machine à stigmatiser se met en place et les membres du groupe désigné sont le plus souvent assimilés à des profiteurs. Le pouvoir

Les processus d'exclusion au départ des stéréotypes



Stratégie du pouvoir qui donne une valeur négative à un signe pour en faire un stigmaté dans le but de légitimer les décisions que ce pouvoir prend.

- Etape 1 :** isoler un groupe de la majorité.
- Etape 2 :** le stigmatiser.
- Etape 3 :** prendre des mesures de prévention et de "traitement".
- Etape 4 :** informer sur le coût pour la collectivité de la prise en charge des problèmes posés par ce "groupe".
- Etape 5 :** poser le "débat" de cette prise en charge sur base du principe de "responsabilité" et de soutenabilité de la solidarité.

D'après un processus décrit par Ciccia L., « *Chômeurs, fumeurs, obèses... A qui le tour ?* », publié le 15 février 2012 sur <http://blogs.politique.eu.org/>



Protestation contre la politique migratoire du Premier ministre Geert Wilders en Hollande le 22 mars 2014.

politique informe alors la collectivité du coût des mesures particulières prises pour ce groupe et pose ensuite le débat de la soutenabilité de la solidarité envers celui-ci.

Prenons un exemple concret pour illustrer ce propos. Médias et élus politiques se plaisent à entretenir le stéréotype du chômeur-profiteur. Ils réduisent la diversité des travailleurs sans emploi à celle de « chômeur ». Donc le chômeur n'est pas un homme, une femme, un jeune, un parent, un diplômé, une personne en souffrance, une victime de restructuration, un intérimaire sur la touche... Toutes ces diversités sont réduites à un stigmate : « chômeur tu es, glandeur tu es donc forcément ! » On accole donc sans choquer grand monde les termes de profiteur, faïnéant, fraudeur à toutes ces personnes. Petit à petit, le gouvernement vient mettre le doigt sur le coût généré par le chômage. Non seulement il y a des gens qui ne font rien, mais en plus on les paie pour cela ! Une honte, un scandale ! Il faut mettre un terme à ces pratiques et, pour y arriver, tous les moyens sont bons : obliger le suivi de formations qui n'ont aucun rapport avec le projet professionnel des travailleurs privés d'emploi, imposer une activation alors que les jobs sont introuvables, contrôler les consommations d'eau, de gaz et d'électricité... Tout est bon pour dénichier celui qui perçoit indûment une allocation. Et le citoyen en vient à ne plus se poser les bonnes questions : le coût de ces dispositifs, la protection de la vie privée, le montant fraudé en jeu, les causes principales du manque d'emploi... Adieu donc l'esprit critique et la solidarité !

Une société tolérante ?

Ces processus à l'œuvre sont inquiétants. Ils questionnent notre capacité à construire une société réellement ouverte, tolérante et solidaire. Aujourd'hui, presque tout le monde est suspecté de profiter un peu trop de ce que la société capitaliste et marchande daigne nous laisser comme espace vital. Les jeunes profitent trop du bon temps des études, les femmes se complaisent dans la maternité, les chômeurs se prélassent dans le non-travail, les artistes jouissent de privilèges démesurés, les réfugiés bénéficient du luxe de nos centres ouverts et fermés... Et oui, nous avons malgré nous fini par intégrer des discours sur les autres qui reflètent l'idéologie néolibérale de responsabilisation des individus. Dès lors, la différence, nous ne l'acceptons plus que du moment où elle ne se marque pas trop. Il faut donc être jeune mais sans faire de bruit, être étranger mais sans montrer sa culture, être femme mais rester discrète, être pauvre mais bien se tenir...

Pour Luca Ciccia, *nous sommes tous concernés. Le plus souvent dans le camp des majoritaires, mais tôt ou tard, tous dans le camp des minoritaires. Et à ce moment-là, il n'y aura plus personne pour nous aider à préserver nos droits à la solidarité mise en œuvre par notre sécurité sociale.* La lutte contre les préjugés et les stéréotypes qui fondent les discriminations est donc un enjeu sociétal de grande importance, d'autant plus lorsqu'une part non négligeable de la classe politique elle-même se laisse sournoisement gagner par la tentation du bouc émissaire...

Muriel Vanderborght

1 « Racisme : ces politiques qui dérapent », le 14 novembre 2013, consultable en ligne sur www.liberation.fr